



Labyrinthe

16 | 2003
Afrique(s)

Quatrième Congrès international d'études utopiques organisé par l'Utopian Studies Society, Madrid, 25-29 juin 2003

Anne-Rozenn Morel-Daryani



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/324>
ISSN : 1950-6031

Éditeur

Hermann

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003
Pagination : 107-111

Référence électronique

Anne-Rozenn Morel-Daryani, « Quatrième Congrès international d'études utopiques organisé par l'Utopian Studies Society, Madrid, 25-29 juin 2003 », *Labyrinthe* [En ligne], 16 | 2003, mis en ligne le 10 juin 2008, consulté le 28 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/324>

Propriété intellectuelle

Quatrième Congrès international d'études utopiques organisé par l'Utopian Studies Society, Madrid, 25-29 juin 2003

Anne-Rozenn MOREL-DARYANI*

Depuis quelques années, l'utopie connaît un vif succès, comme le montre la prolifération des colloques, rencontres et expositions sur ce thème, mais suscite par ailleurs de nombreuses controverses liées à sa définition et à son statut. Certains affirment la mort de l'utopie et se réjouissent de cette disparition dans la mesure où l'utopie aurait mené au totalitarisme. D'autres mettent en valeur l'esprit critique présent dans la démarche utopique et définissent l'utopie comme un moteur de l'histoire et comme la source du « principe espérance ». Toutefois, ce discours critique peut paraître obscur ou confus au lecteur en raison d'un manque de rigueur dans la définition même du terme « utopie ». On remarque en effet une confusion entre les trois sens de l'utopie entendue soit comme genre littéraire et construction narrative, soit comme état d'esprit, soit enfin comme chimère ou illusion. Ce dernier sens péjoratif, qui s'avère l'acception la plus couramment répandue, porte préjudice à la spécificité et à la richesse du genre utopique. De nombreux critiques de la littérature définissent l'utopie par une série de critères invariants tels l'absence ou le mépris de l'argent et du luxe, l'absence de tout devenir temporel et donc de progrès, le collectivisme, l'uniformité, l'omniprésence de la législation¹. Or, si l'on s'attache à une lecture précise des fictions utopiques, on rencontre, à côté du modèle d'utopie décrit par ces critiques, un autre modèle présentant des caractéristiques tout autres comme la propriété privée, le développement de la libre entreprise et du commerce extérieur, l'introduction du mal, des passions et d'un devenir temporel. Ces données sont souvent interprétées comme une remise en question de l'utopie, puisqu'elles menacent la perfection du monde décrit, ou encore comme des incohérences ou contradictions dans la structure de la fiction. Pourtant, elles permettent au contraire de mettre en lumière le caractère expérimental de ces fictions qui explorent les différents possibles en matière de politique, d'économie et de morale : en intégrant les nouvelles

* Ann-Rozenn Morel-Daryani prépare une thèse de Lettres modernes sous la direction de Laurent Loty (université de Nantes) consacrée aux relations complexes entre l'imaginaire et l'action politique en période de crise politique et sociale au sein des fictions utopiques écrites pendant la Révolution française.

1. On peut citer, entre autres critiques, Raymond Trousson, Christian Marouby, Raymond Ruyer ou encore Pierre-François Moreau.

conceptions philosophiques de l'époque, elles présentent, le plus souvent au moyen du dialogue – entre l'Utopien et l'Européen ou entre les différents personnages de la fiction – différentes solutions à un problème donné. Aux côtés de l'image caricaturale de l'utopie comme description d'un monde parfait constitué d'êtres vertueux vivant dans un régime communautaire sur le modèle de l'âge d'or, viennent s'ajouter des constructions aux changements plus modérés et plus proches de la réalité de leur auteur. L'utopie ne se réduit donc pas à la présentation d'un monde parfait : elle peut aussi réfléchir au monde le plus parfait possible.

Le Quatrième Congrès international d'études utopiques organisé par l'Utopian Studies Society présentait l'immense intérêt d'un contenu et d'une approche pluridisciplinaires de l'utopie². Le champ littéraire était l'un des plus représentés, et les diverses communications couvraient tous les siècles : de l'*Utopie* de More au *Baron perché* d'Italo Calvino en passant par Cyrano de Bergerac, Veiras, Foigny, Rétif de la Bretonne, les utopistes révolutionnaires comme l'abbé Balthazard ou Le Mercier de la Rivière, les utopistes du XIX^e siècle – Ballanche, Godin, Cabet et Fourier –, ou encore Ismaël Kadaré, offrant ainsi une promenade instructive dans les richesses de l'imaginaire utopique.

Plusieurs intervenants, notamment Gilbert Boss (université de Laval, Québec) et Anne Staquet (université de Mons-Hainaut, Belgique), ont insisté sur le rôle politique de la fiction utopique³. L'intérêt de leur intervention était de ne pas s'enfermer dans une étude uniquement littéraire de l'utopie mais d'y intégrer une réflexion philosophique sur le présent. Selon Gilbert Boss, la fiction utopique est un moyen philosophique de poser des questions d'ordre politique, ce qui permet de réhabiliter le genre utopique en tant que pratique politique concrète : à l'inverse des détracteurs de l'utopie qui lui reprochent son caractère totalitaire et dangereux, l'intervenant a reconnu le danger des modèles utopiques lorsque l'on croit à ses modèles au point de vouloir les appliquer dans la réalité, mais il a cherché à montrer les bienfaits de l'utopie définie comme un rêve, une compensation aux manques de la société. Le lecteur de fictions utopiques, après un voyage dans un monde virtuel, est amené à juger le monde décrit, puis à le comparer à sa propre société, et enfin à réfléchir à d'éventuels changements dans son monde, puisque l'utopie lui a donné cette espérance que le bonheur pouvait être créé par une invention politique. Sa communication avait pour objectif de rappeler une idée très impor-

2. Je voudrais préciser que je ne mentionnerai que les interventions en langue française, ce qui réduit la richesse de ce congrès, car de nombreuses communications avaient lieu, au même moment, en langues anglaise et espagnole. Les principales disciplines représentées étaient la littérature, l'histoire, la sociologie, la philosophie, les arts (notamment l'architecture).

3. Gilbert Boss, *La Fin de l'ordre économique*, Grand-Midi, 2000. Anne Staquet, *L'Utopie ou les fictions subversives*, Éditions du Grand-Midi, Zurich/Québec, 2003.

tante : le rôle essentiel de l'imagination et des passions dans le domaine politique. Il a ainsi affirmé la nécessité d'un modèle fictionnel en période de crise et en a conclu l'urgence actuelle d'une conception utopique pour sortir de la crise sociale et politique contemporaine. Anne Staquet s'est également attachée à démontrer l'influence de la fiction utopique dans la sphère du politique : les utopies agissent sur le réel en développant l'imaginaire politique des lecteurs. L'originalité de son propos était de revenir sur la lecture de l'*Utopie* de Thomas More en montrant que le lecteur pouvait être déçu de l'inventivité de l'auteur, déception qui le pousserait à imaginer sa propre cité idéale et développerait ainsi son imaginaire politique. Si sa lecture s'avère contestable, Anne Staquet a, en revanche, très justement souligné que l'utopie fictionnelle a souffert d'une lecture trop littérale et réductrice : en la considérant uniquement comme un traité politique, la critique a réduit l'importance du choix de la forme narrative et a négligé des contradictions ou des incohérences présentes dans la narration et qui permettaient de comprendre le sens global de l'œuvre. Ces deux interventions ont rappelé avec pertinence le rôle de l'imaginaire dans la construction du sujet et de la société, et donc l'intérêt d'une recherche littéraire bien trop souvent dénigrée.

Les interventions des sociologues se sont révélées des plus variées, illustrant la richesse du concept d'utopie entendu à la fois dans son sens d'idéal à atteindre et de chimère. Elles ont permis de dénoncer ou simplement de questionner la société actuelle. Ainsi, des thèmes sensibles comme l'Europe ou le collège pour tous ont été examinés. D'autres intervenants comme Vivianne Châtel ou Marc-Henry Soulet (tous deux de l'université de Fribourg) ont proposé une réflexion sur notre société moderne et sur les liens interindividuels qui la structurent. Mais l'intérêt de leur intervention consistait à proposer d'autres liens possibles, autrement dit d'autres fondements de l'ordre et de la cohésion de la société. Après avoir montré les limites de la théorie de la société basée sur l'agir communicationnel développée par Jürgen Habermas⁴ et dénoncé les failles d'un monde individualiste, Vivianne Châtel a proposé un nouveau rapport social, la « responsabilité-pour-autrui », concept emprunté à Emmanuel Levinas, qui permet d'ancrer le lien social dans une dimension éthique. Elle a rapidement expliqué ce concept en précisant que, pour Levinas,

4. Jürgen Habermas, philosophe et sociologue allemand appartenant à la seconde génération de Francfort, définit le monde en le soumettant à la raison communicationnelle, par laquelle l'individu considère le monde comme un partenaire avec lequel il est en interaction au moyen du langage. Il fonde alors sur ce schéma communicationnel une nouvelle théorie de la critique de la société reposant sur une éthique de la discussion et de l'intercompréhension entre les individus. Ses différents écrits sont *Théorie et Pratique* (1963), *Connaissance et Intérêt* (1965), *Théorie de l'agir communicationnel* (1981), *Morale et Communication* (1983), *De l'éthique de la discussion* (1992), *Droit et démocratie. Entre faits et normes* (1993).

le point essentiel chez l'être humain est le souci de l'autre. Elle s'est, en revanche, davantage attardée à justifier le caractère utopique de cette recherche d'un autre lien social. Selon elle, cette démarche relève de l'utopie en tant qu'elle dénonce un rapport social reposant uniquement sur soi et ses propres intérêts et en tant qu'exploration des autres possibles. L'utopie confère une consistance au concept d'espérance car, en se constituant en modèle, elle permet de réfléchir à une autre construction sociale qui intégrerait tous les individus et remédierait au problème de l'exclusion sociale.

Marc-Henry Soulet s'est davantage attaché à dénoncer la nature des rapports sociaux actuels et s'est finalement peu consacré à la recherche d'un nouveau lien social. Il a tout de même affirmé la nécessité d'une institutionnalisation des rapports interindividuels qui viendrait non du sujet mais de l'extérieur. En effet, il définit l'utopie comme une forme idéalisée des rapports sociaux sur la base des rapports sociaux possibles ou réels. L'utopie se présente ainsi la plupart du temps comme une alternative ou une rupture avec l'ordre social dominant, excepté quand la dimension conflictuelle des rapports sociaux s'estompe. Selon lui, tel est le cas de la société contemporaine, car elle ne comporte pas cette capacité d'alternative socio-politique. L'utopie travaillant actuellement notre société est celle de l'individu et d'un nouveau type de rapports entre les individus, l'associationnisme, qui se fonde sur deux principes : la cohésion – la capacité de l'individu à s'intégrer dans le groupe – et la différenciation – affirmation de sa singularité et recherche de la reconnaissance sociale. Ainsi, les institutions politiques et sociales ne seraient plus constituantes du lien social mais seulement un contenant des individus. Tout repose désormais sur l'individu qui doit se prendre en charge et se constituer en tant que sujet afin de s'intégrer dans la société, l'idéal étant un individu qui peut tenir ces exigences d'autonomie et d'authenticité. Les autres individus seront alors considérés comme déviants. M.-H. Soulet dénonce cette utopie car elle obscurcit la contrainte sociale qui doit s'imposer aux individus et s'avère nécessaire au bon fonctionnement de la société. La nature consensuelle de cette utopie évite tout questionnement sur elle et donc toute production d'une solution alternative, parce que, en intégrant la différence de chaque individu et en reposant sur le principe de liberté, elle ne peut être que souhaitable, alors que, en réalité, elle masque les inégalités à devenir des individus de l'intérieur. Bien que sujettes à caution, ces différentes lectures de la société moderne ont le mérite de nous faire réfléchir sur notre propre lecture du monde actuel. Ces approches sociologiques ont également permis aux chercheurs travaillant sur diverses périodes historiques, et notamment sur les siècles passés, d'établir des liens entre leurs recherches et le présent.

Enfin, certains intervenants ont examiné des utopies concrètes, c'est-à-dire la mise en place d'autres rapports interindividuels au sein de la société : par

Compte rendu de colloque

exemple, David Mandin (université Paul-Valéry-Montpellier III) a présenté les Sel – Systèmes d'échange local – et les Lets français – Local Exchange Trading Systems – dont le principal objectif est de dénoncer l'économie de marché en détournant les intérêts des individus vers une autre économie plus conviviale et plus humaine. Ces systèmes existent depuis 1994 et consistent en l'échange de toutes sortes de marchandises et de services par le biais d'une unité de compte appelée « grain de Sel » qui vient remplacer l'argent considéré comme source de perversion des relations sociales. Cette nouvelle monnaie doit permettre à la fois des échanges économiques et des relations sociales de qualité, autrement dit, elle est utilisée pour combattre l'individualisme contemporain.

Comme pour répondre au besoin actuel d'utopie qui transparaît dans bon nombre de communications de ce congrès, Herb Buchlowski et Andreas Friedrich Halle ont écrit ensemble une fiction utopique qu'ils ont nommée *Zeit für Zeit, an Utopian Travelogue with Internet Connection* et qui est, pour les germanistes, disponible sur le site <http://www.zeitfurzeit.net>. Ils recherchent actuellement des traducteurs.